



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

HAÏTI

Chocs, moyens d'existence agricoles et sécurité alimentaire

rapport de suivi
décembre 2021



HAÏTI

Chocs, moyens d'existence agricoles et sécurité alimentaire

rapport de suivi
décembre 2021

CITER COMME SUIV

FAO. 2021. *Haïti | Chocs, moyens d'existence agricoles et sécurité alimentaire: rapport de suivi*, décembre 2021. Rome. <https://doi.org/10.4060/cb7958fr>

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

ISBN ISBN 978-92-5-135472-8

© FAO, 2021



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale en français est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Matériel attribué à des tiers. Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à: publications-sales@fao.org. Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

Photographie de couverture: ©FAO

Table des matières

Abréviations et acronymes	v
Résultats clés.....	vi
Recommandations opérationnelles.....	vi
Méthodologie.....	1
Chocs	3
Production végétale et commercialisation des récoltes	9
Production animale et commercialisation	18
Conclusion	26
Recommandations.....	26
Bibliographie	27

Figures

Figure 1. Proportion des ménages concernés par un choc	3
Figure 2. Nature des chocs rapportés par les ménages	4
Figure 3. Variation des revenus des ménages interrogés.....	5
Figure 4. Baisse du revenu des ménages interrogés	6
Figure 5. Pourcentage de ménages interrogés ayant recours à des stratégies d'adaptation	7
Figure 6. Score de consommation alimentaire (SCA)	8
Figure 7. Situation alimentaire des ménages interrogés.....	8
Figure 8. Calendrier agricole en Haïti.....	9
Figure 9. Principales cultures pratiquées.....	10
Figure 10. Évolution des surfaces cultivées	11
Figure 11. Récoltes attendues.....	12
Figure 12. Pourcentage de ménages cultivateurs ayant rapporté des difficultés de production	13
Figure 13. Principales difficultés de production rapportées par les cultivateurs.....	14
Figure 14. Pourcentage de ménages de cultivateurs ayant rapporté des difficultés de commercialisation	15
Figure 15. Principales difficultés de commercialisation rapportées	16
Figure 16. Conséquences de la sécheresse sur les ménages interrogés.....	17
Figure 17. Part des départements dans la population totale d'éleveurs	18
Figure 18. Répartition des éleveurs par principales espèces	19
Figure 19. Pourcentage d'éleveurs rapportant des difficultés de production	20
Figure 20. Principales difficultés de production rapportées par les éleveurs.....	21
Figure 21. Principales sources d'alimentation du bétail.....	21
Figure 22. Proportion de ménages d'éleveurs rapportant ou non des difficultés de production selon l'évolution de la taille de leur cheptel	22
Figure 23. Stratégies d'adaptation des moyens d'existence selon l'évolution de la taille du cheptel	23
Figure 24. Score de consommation alimentaire selon de l'évolution de la taille du cheptel	24
Figure 25. Évolution du revenu selon la variation de la taille du cheptel	24
Figure 26. Indice réduit des stratégies d'adaptation en fonction de l'évolution de la taille du cheptel	25

Tableau

Tableau 1. Taille de l'échantillon par département.....	1
---	---

Abréviations et acronymes

covid-19	maladie à coronavirus 2019
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
SCA	Score de consommation alimentaire
SMIAR	Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture
PAM	Programme alimentaire mondial
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

Résultats clés

- > Au cours des trois mois précédant l'enquête réalisée entre juin et août 2021, une forte prévalence des chocs touchant les moyens d'existence des ménages interrogés a été identifiée. Plus de la moitié des ménages signale ainsi la survenue d'un choc, cette proportion étant plus importante en zone rurale.
- > Une diminution du pouvoir d'achat a notamment été rapportée, avec un impact direct sur la consommation alimentaire et les stratégies d'adaptation mises en œuvre.
- > Au niveau national, la production végétale constitue la principale source de revenu pour environ un tiers des ménages.
- > La surface plantée a diminué pour environ un tiers des ménages interrogés, dont une part importante a rencontré des difficultés de production, alors que 61 pour cent des répondants prévoient une récolte inférieure à celle de l'année précédente.

Recommandations opérationnelles

- > Une approche axée sur le renforcement des moyens d'existence est recommandée, notamment via des activités génératrices de revenus. Par ailleurs, un meilleur accès aux intrants afin de soutenir la production animale et végétale doit être privilégié.

Méthodologie

Avec le soutien financier de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dirige la mise en place d'un centre de données et d'analyse dans le contexte de la maladie à coronavirus 2019 (covid-19) et d'autres chocs. L'objectif de ce projet est d'améliorer la prise de décision pour soutenir la sécurité alimentaire et les moyens d'existence de tous les acteurs des principales chaînes de valeur qui concernent les cultures, l'élevage et la pêche dans les pays en crise alimentaire hautement prioritaires, en mettant l'accent sur les producteurs.

Dans le cadre du système de surveillance, les données sont périodiquement collectées, principalement par le biais d'entrevues téléphoniques assistées par ordinateur. Au cœur du centre de données se trouve une enquête auprès des ménages qui est statistiquement représentative au niveau du département (avec un niveau de confiance de 95 pour cent et une marge d'erreur de 10 pour cent), y compris un quota représentatif de ménages agricoles.

Concernant ce premier cycle en Haïti, les données ont été collectées entre le 23 juin et le 21 août 2021, conjointement avec le Programme alimentaire mondial (PAM). L'échantillon de 2 223 ménages a été sélectionné via la numérotation aléatoire par Geopoll, institution américaine spécialisée dans la collecte de données à distance (tableau 1).

Tableau 1. Taille de l'échantillon par département

Départements	Nombre de ménages interrogés
Artibonite	247
Centre	142
Grand'Anse	184
Nippes	178
Nord	232
Nord-Est	110
Nord-Ouest	169
Ouest	517
Sud	214
Sud-Est	230
Total	2 223

Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation de la FAO/PAM, juillet/août 2021

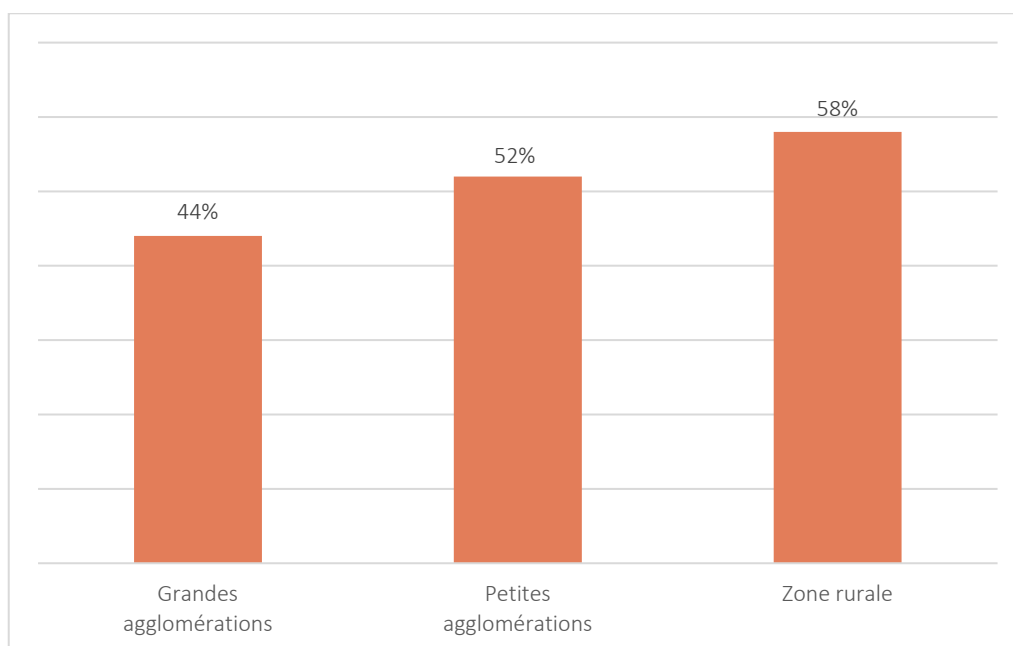
L'estimation de la population totale réalisée en 2015 par l'Institut haïtien de statistique et d'informatique a permis de pondérer les données recueillies selon le poids démographique des départements et la proportion respective des ménages urbains et ruraux.

La principale limitation de l'enquête concerne la modalité de collecte des données (lors d'entretiens téléphoniques), qui privilégie les ménages moins vulnérables, pouvant se permettre l'achat et la recharge d'un téléphone.

Chocs

Au cours des trois mois précédant l'enquête, une forte prévalence des chocs touchant les moyens d'existence des ménages interrogés a été enregistrée. Plus de la moitié des ménages rapporte ainsi la survenue d'un choc, avec une proportion plus importante (58 pour cent) parmi la population vivant en zone rurale (figure 1). Une diminution du pouvoir d'achat (hausse des prix des denrées alimentaires ou perte de revenu) est notamment signalée, avec un impact direct sur la consommation alimentaire et les stratégies d'adaptation mises en œuvre.

Figure 1. Proportion des ménages concernés par un choc au cours des trois mois précédant l'enquête

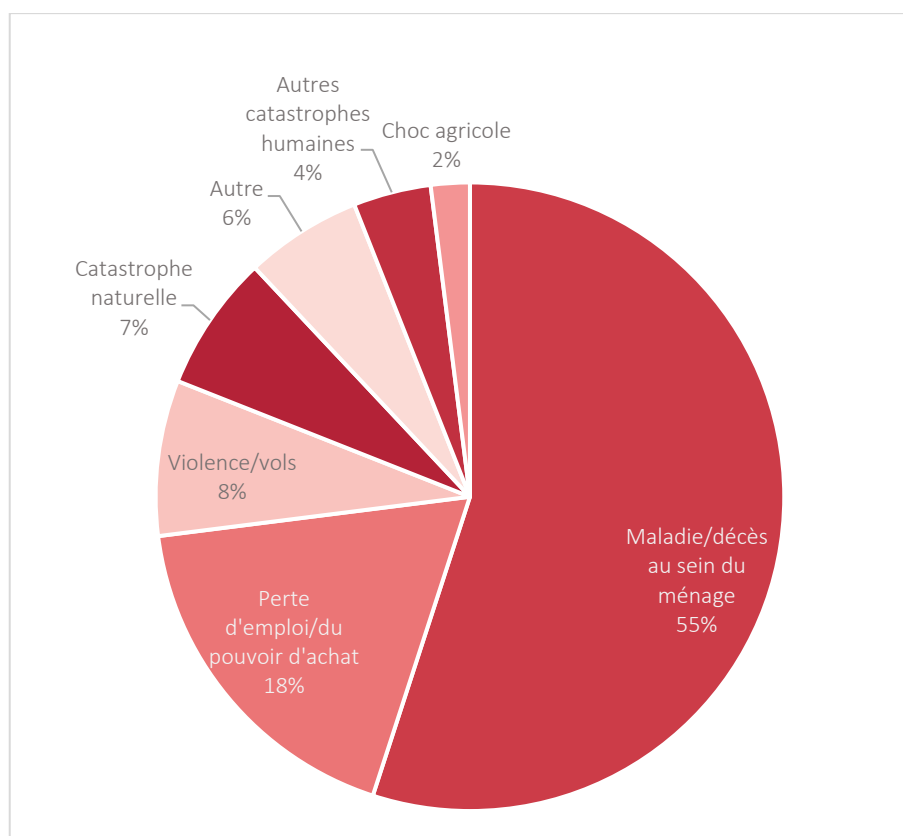


Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation FAO/PAM, juillet/août 2021

Plus d'un quart de l'échantillon (28 pour cent) rapporte le décès ou la maladie d'un membre du ménage comme le principal choc subi. Comparativement aux ménages urbains, les ménages ruraux ont été moins touchés par la maladie/le décès, mais signalent plus fréquemment l'impact de la sécheresse.

Par ailleurs, parmi les ménages indiquant la survenue de chocs, la grande majorité (89 pour cent) n'a subi qu'un seul choc; plus de la moitié (55 pour cent) rapporte un décès ou une maladie au sein du ménage (figure 2), 18 pour cent un choc de nature économique et 8 pour cent la violence et les vols, notamment dans les départements de l'Ouest et de l'Artibonite (où les villes de Port-au-Prince et des Gonaïves sont notamment victimes de violences des groupes armés et de violences politiques depuis plusieurs années).

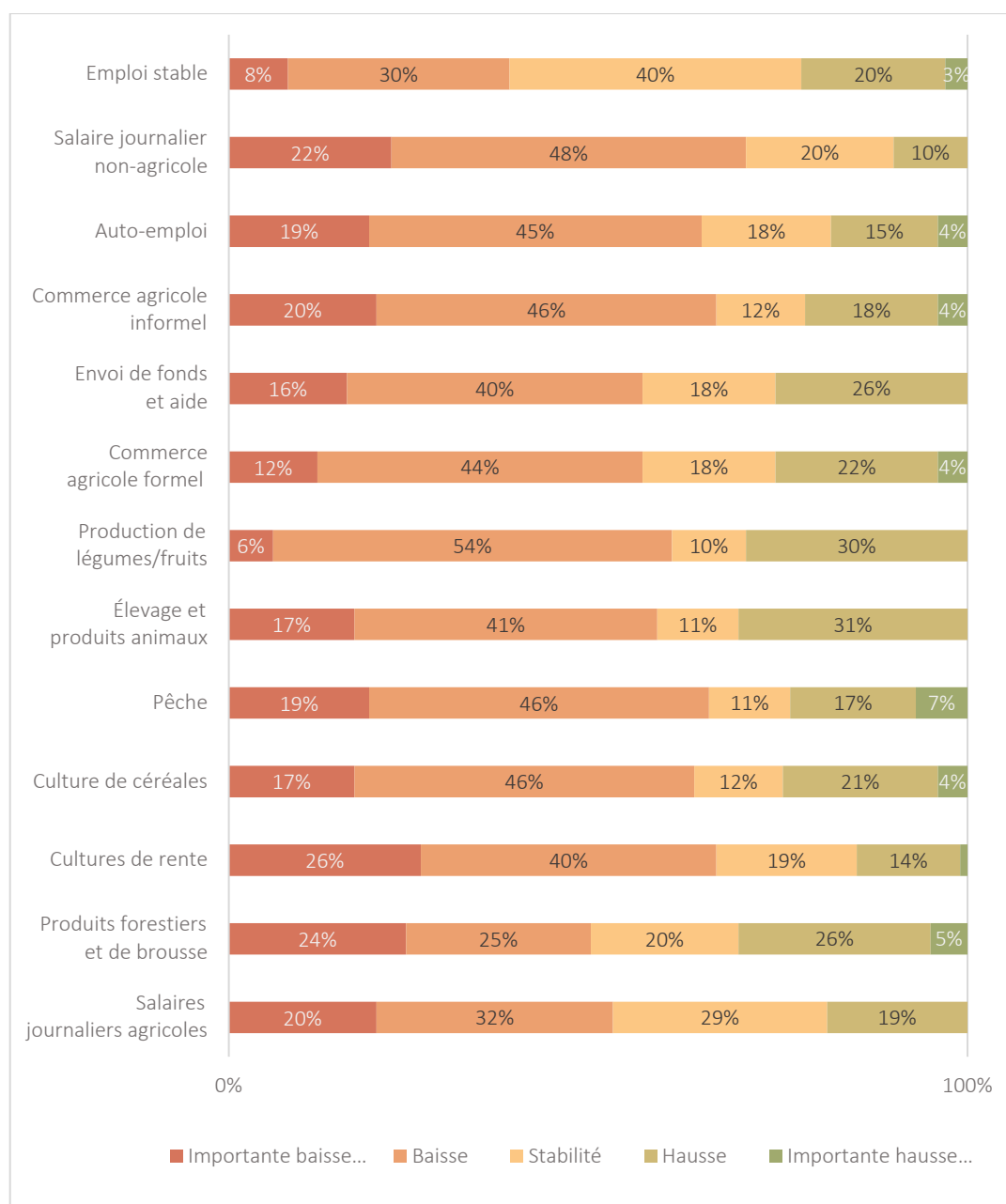
Figure 2. Nature des chocs rapportés par les ménages ayant subi un unique choc au cours des trois mois précédant l'enquête



Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation FAO/PAM, juillet/août 2021

Plus de la moitié des ménages déclare une perte de revenu par rapport à la même période de l'année précédente (pour 15 pour cent, une baisse de plus de 50 pour cent). Cette baisse est particulièrement sensible pour les ménages tirant leur principale source de revenus du travail journalier non-agricole, du petit commerce et des cultures de rente (figure 3). Les pêcheurs, éleveurs et travailleurs journaliers agricoles sont aussi concernés par une diminution de revenu, mais ils ne représentent que 4 pour cent de l'échantillon. Les producteurs de céréales sont 63 pour cent à rapporter une baisse de leurs revenus. Ceci pourrait indiquer que, dans un contexte socio-politique agité, l'activité économique rencontre des difficultés à retrouver le niveau observé avant la pandémie.

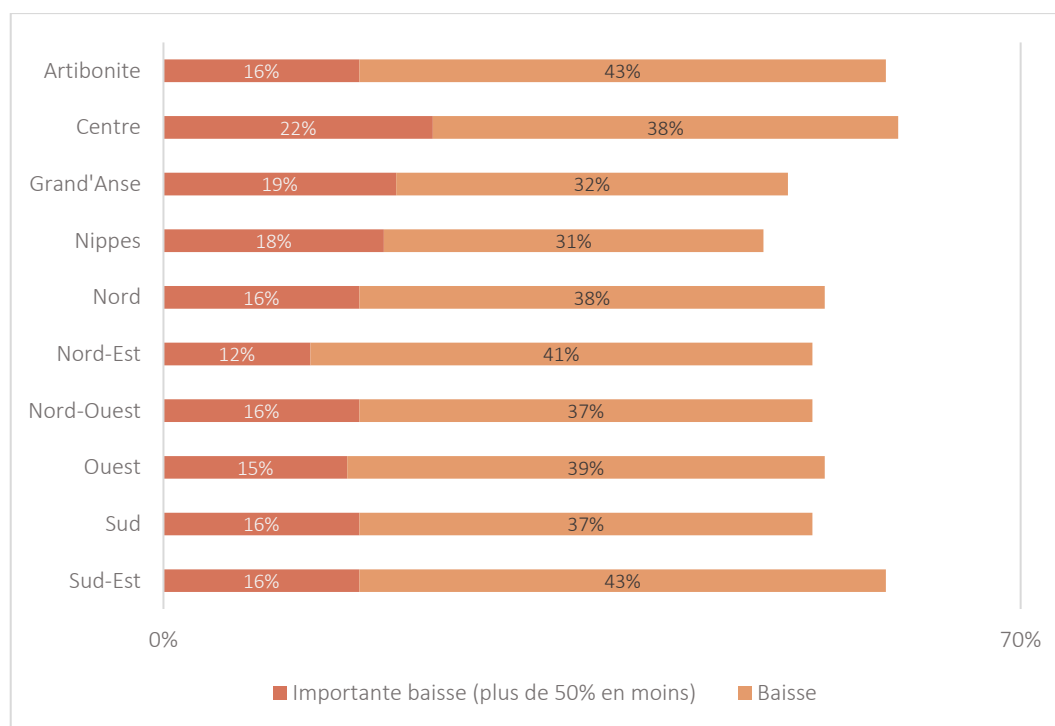
Figure 3. Variation des revenus des ménages interrogés, par source principale
(par rapport à la même période de l'année précédente)



Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation FAO/PAM, juillet/août 2021

Dans les départements du Centre et du Sud-Est, plus de 60 pour cent des ménages interrogés ont déclaré un revenu inférieur à celui de l'année précédente (figure 4).

Figure 4. Baisse du revenu des ménages interrogés par département



Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation FAO/PAM, juillet/août 2021

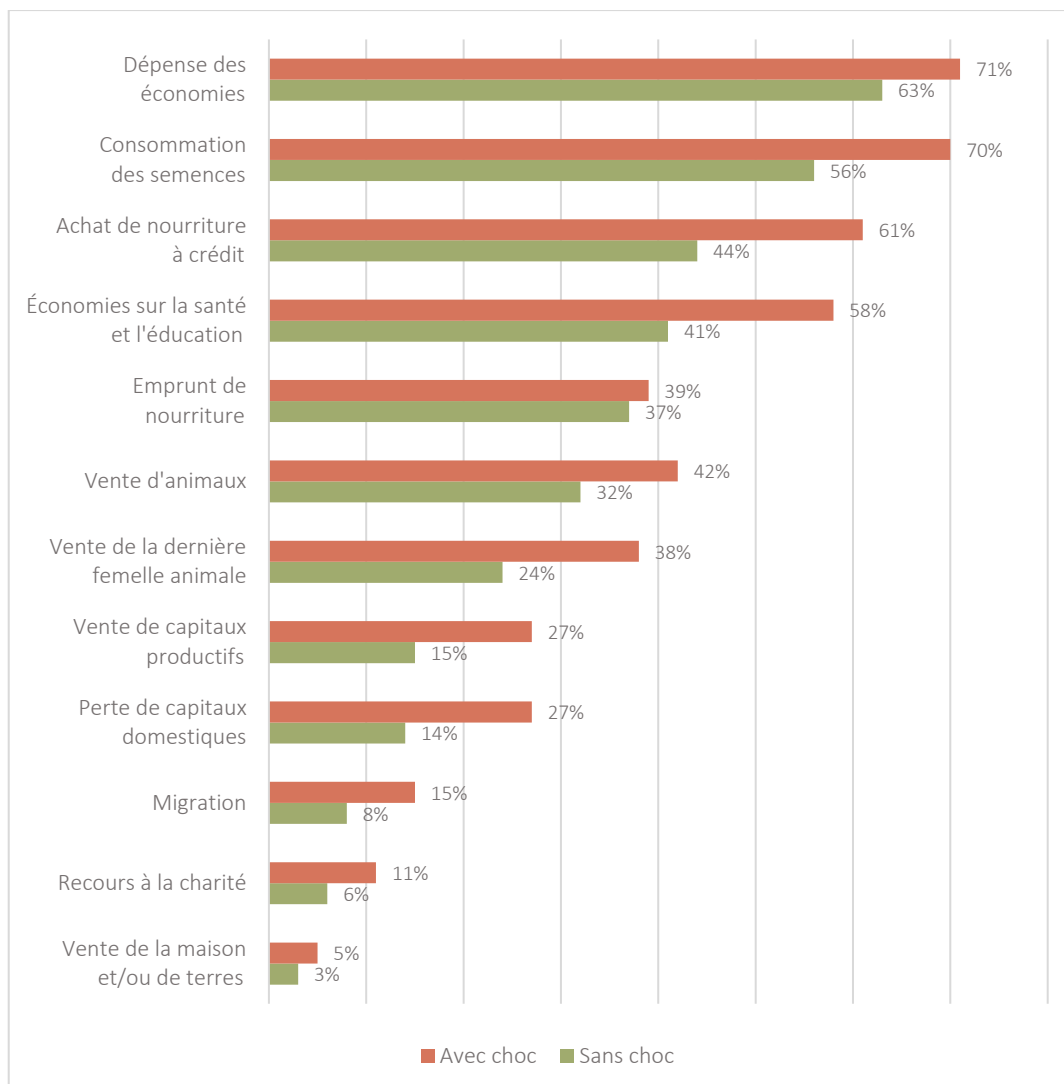
Les résultats de l'enquête suggèrent une association entre choc, diminution de revenu et consommation alimentaire. Si la proportion de ménages présentant une consommation alimentaire pauvre et limite (évaluée selon le score de consommation alimentaire) est importante même parmi le groupe qui n'a subi aucun choc, elle est significativement plus élevée chez les ménages ayant déclaré un choc (75 pour cent des ménages ayant déclaré un choc présentent un score de consommation acceptable, contre 81 pour cent des ménages n'ayant affronté aucun choc)¹.

En outre, l'indice réduit des stratégies d'adaptation² est plus élevé chez les ménages concernés par un choc, ce qui confirme une corrélation entre une consommation alimentaire réduite et les efforts réalisés pour la compenser: en moyenne, l'indice présenté par les ménages ayant subi un choc est de 21, tandis qu'il est de 15 pour les ménages non concernés par un choc. La survenue des chocs est ainsi associée à la perte de capitaux des ménages, notamment la cession de leurs biens et capitaux productifs. Si une proportion élevée de ménages interrogés est engagée dans des stratégies d'adaptation, cette part est encore plus importante chez ceux qui ont été touchés par un choc (figure 5).

¹ Cette association est démontrée par le test du Khi-carré de Pearson positif, avec $p < 0,005$.

² mesuré par un test de Student ($p > 0,0005$).

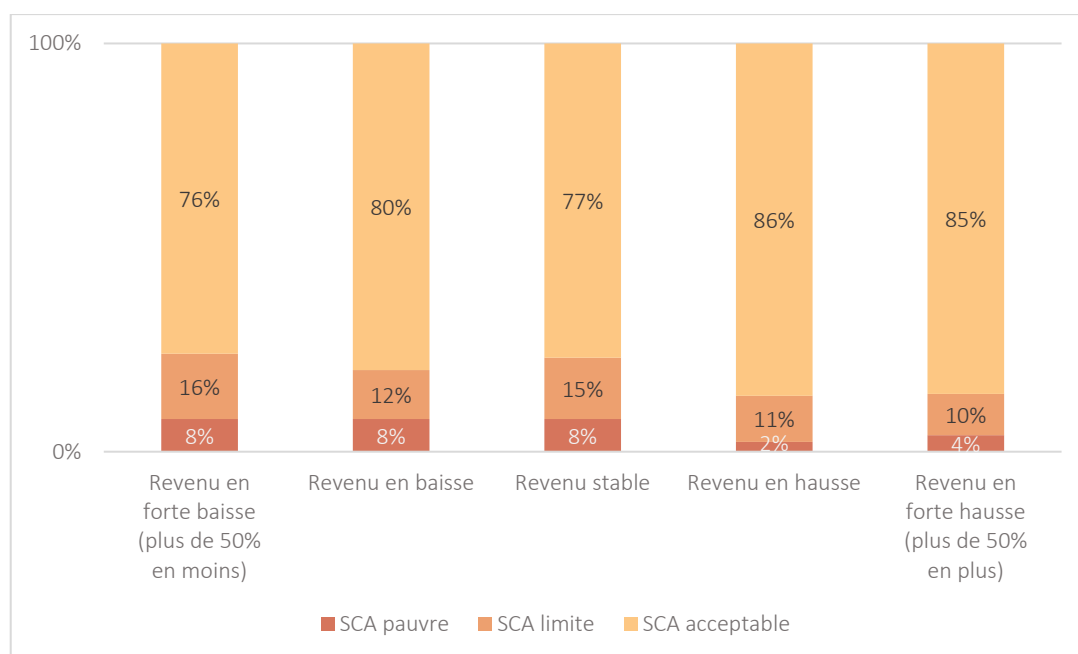
Figure 5. Pourcentage de ménages interrogés ayant recours à des stratégies d'adaptation
(selon que le ménage a ou non subi un choc)



Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation FAO/PAM, juillet/août 2021

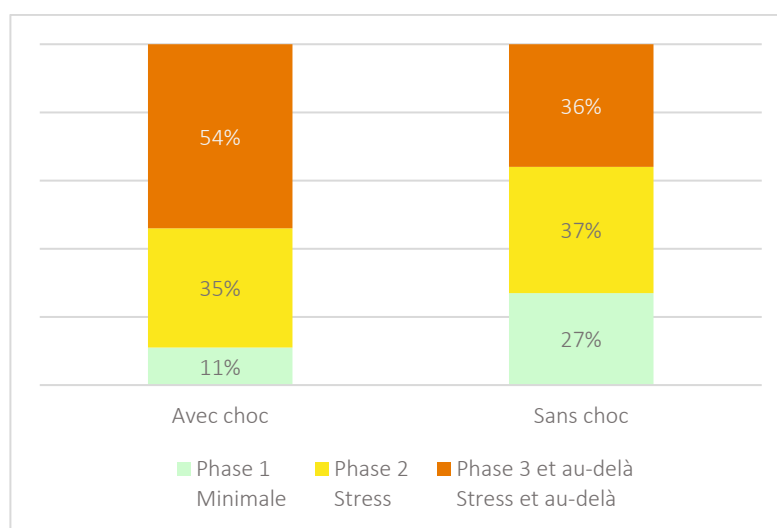
Cette association est confirmée par l'observation des groupes de consommation alimentaires: les ménages dont les revenus ont diminué présentent des scores de consommation alimentaire pauvres ou limites plus importants (figures 6 et 7).

Figure 6. Score de consommation alimentaire (SCA) selon l'évolution du revenu des ménages interrogés



Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation FAO/PAM, juillet/août 2021

Figure 7. Situation alimentaire des ménages interrogés, selon l'indice réduit de stratégie d'adaptation

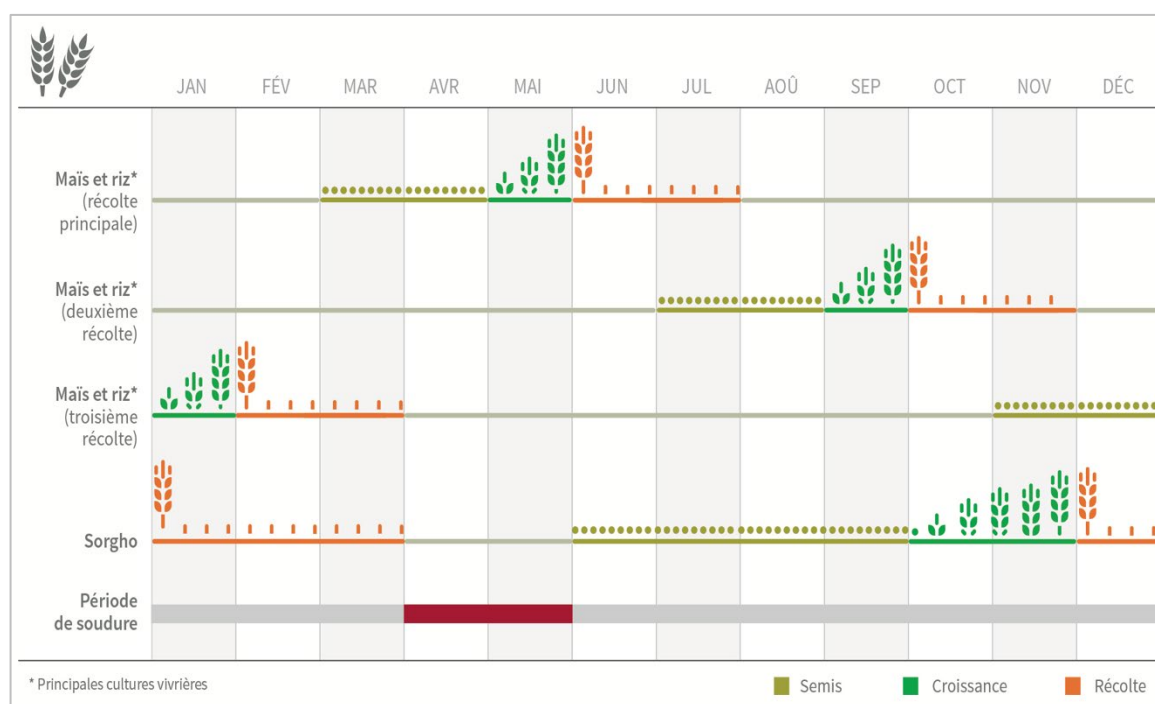


Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation FAO/PAM, juillet/août 2021

Production végétale et commercialisation des récoltes

Au niveau national, la production végétale constitue la principale source de revenu pour environ un tiers des ménages, qu'ils soient impliqués dans la production ou la revente ou bien qu'ils exercent un emploi lié. Au moment de l'enquête, les récoltes de printemps, qui concernent notamment le maïs, étaient achevées et laissaient place aux cultures d'été et d'automne, dominées par les légumineuses.

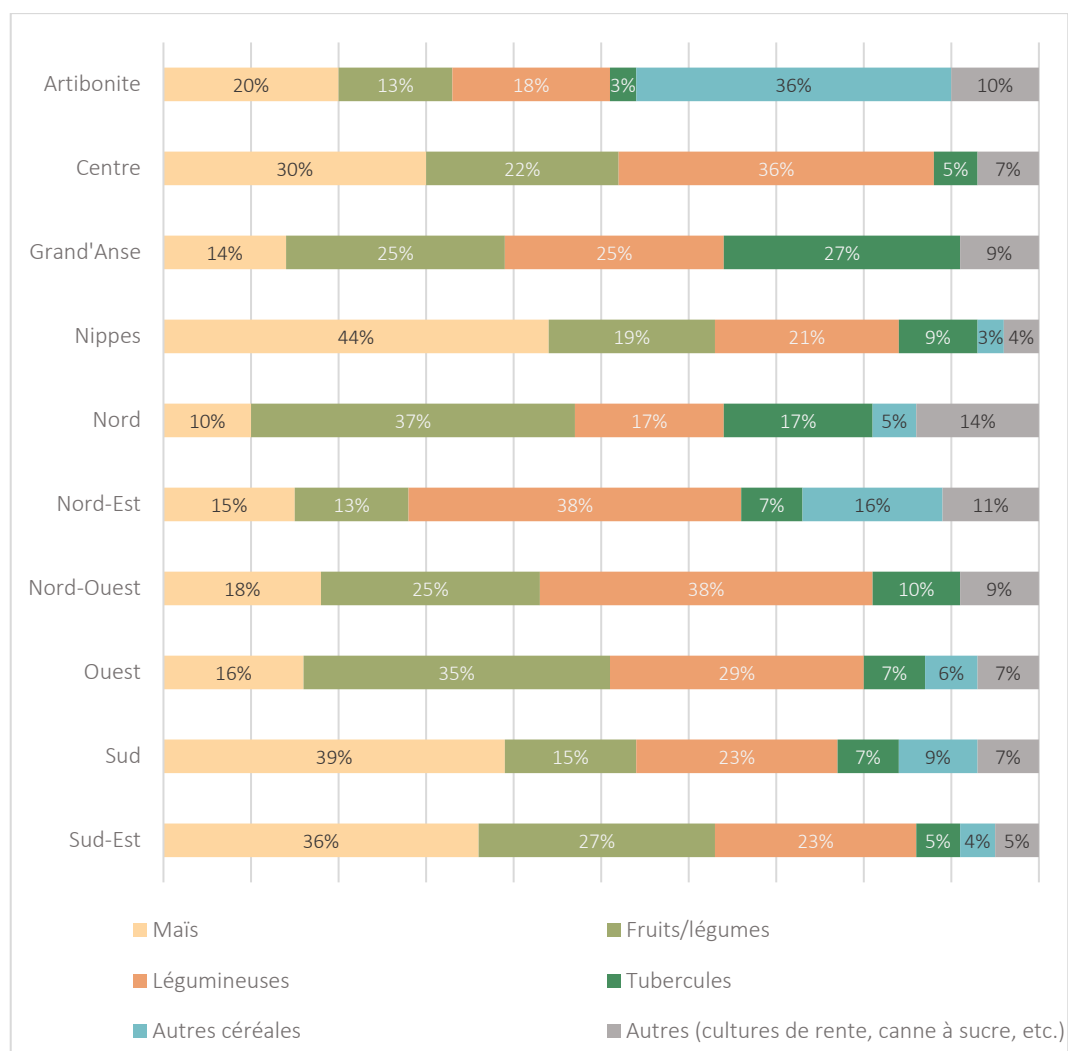
Figure 8. Calendrier agricole en Haïti



Source: FAO - Système mondiale d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR), juin 2021

Si l'enquête a dénombré une grande variété de spéculations, le maïs et le haricot constituent la culture principale pour respectivement 24 et 20 pour cent des agriculteurs interrogés (figure 9).

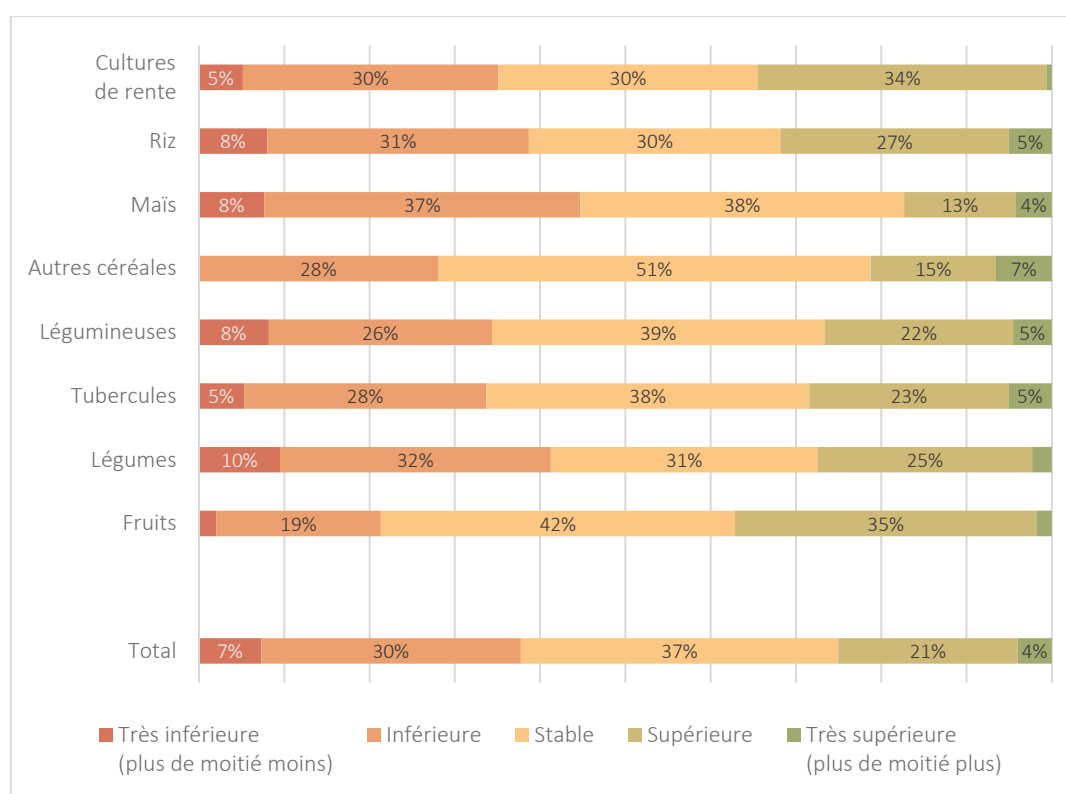
Figure 9. Principales cultures pratiquées par les ménages interrogés



Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation FAO/PAM, juillet/août 2021

Pour environ les deux tiers des exploitants, la surface cultivée est restée stable ou a augmenté par rapport à l'année précédente (figure 10). Le tiers des agriculteurs rapportant une diminution déclare avoir rencontré des difficultés de production, liées notamment à l'accès à l'irrigation et aux intrants. Les cultivateurs de légumes et de maïs ont rapporté, à respectivement 42 et 45 pour cent, une diminution de la surface exploitée. Par ailleurs, la commercialisation a posé certains problèmes, en particulier pour les producteurs de légumes.

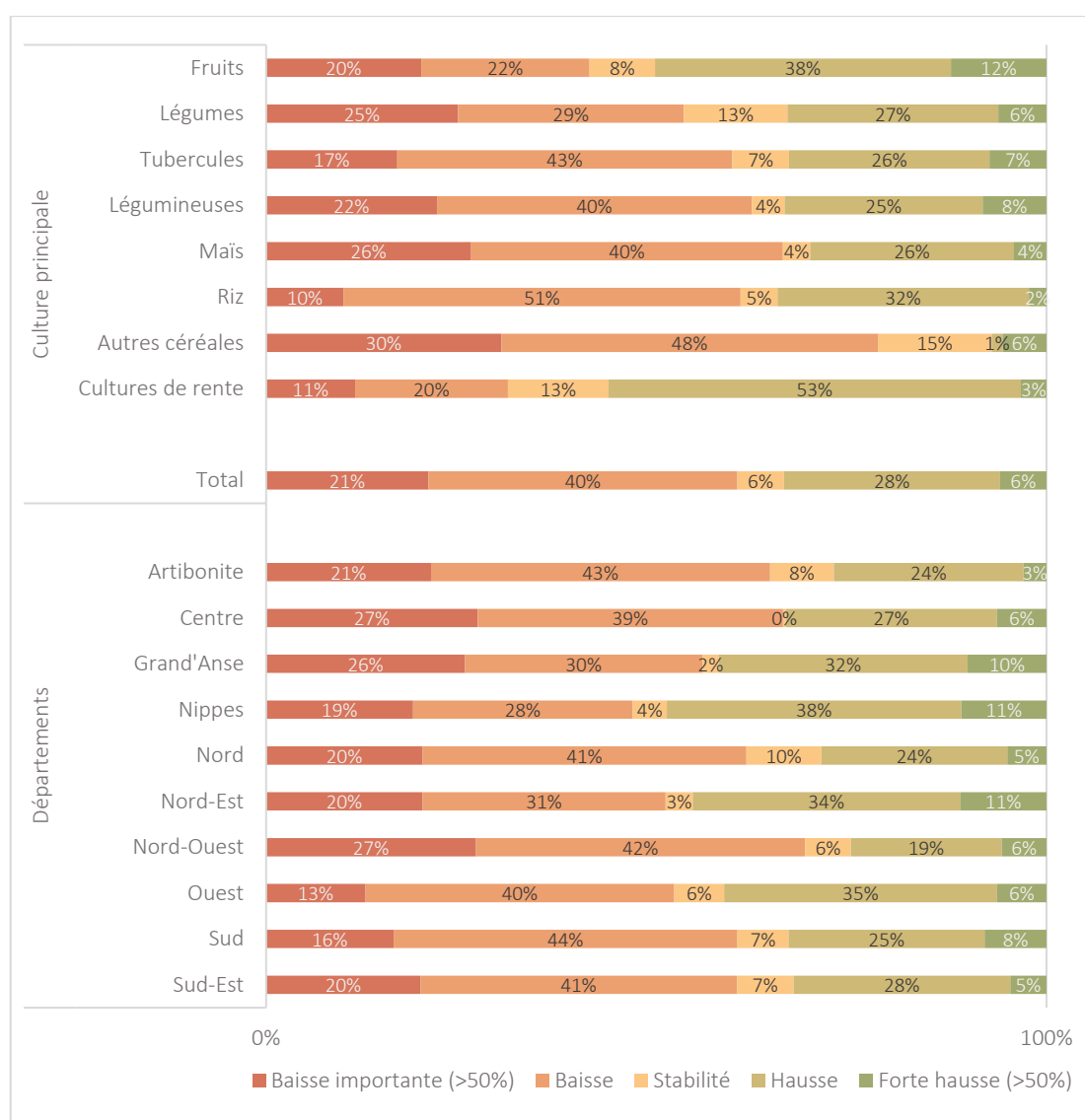
Figure 10. Évolution des surfaces cultivées rapportée par les ménages interrogés
(par rapport à la même période de l'année précédente)



Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation FAO/PAM, juillet/août 2021

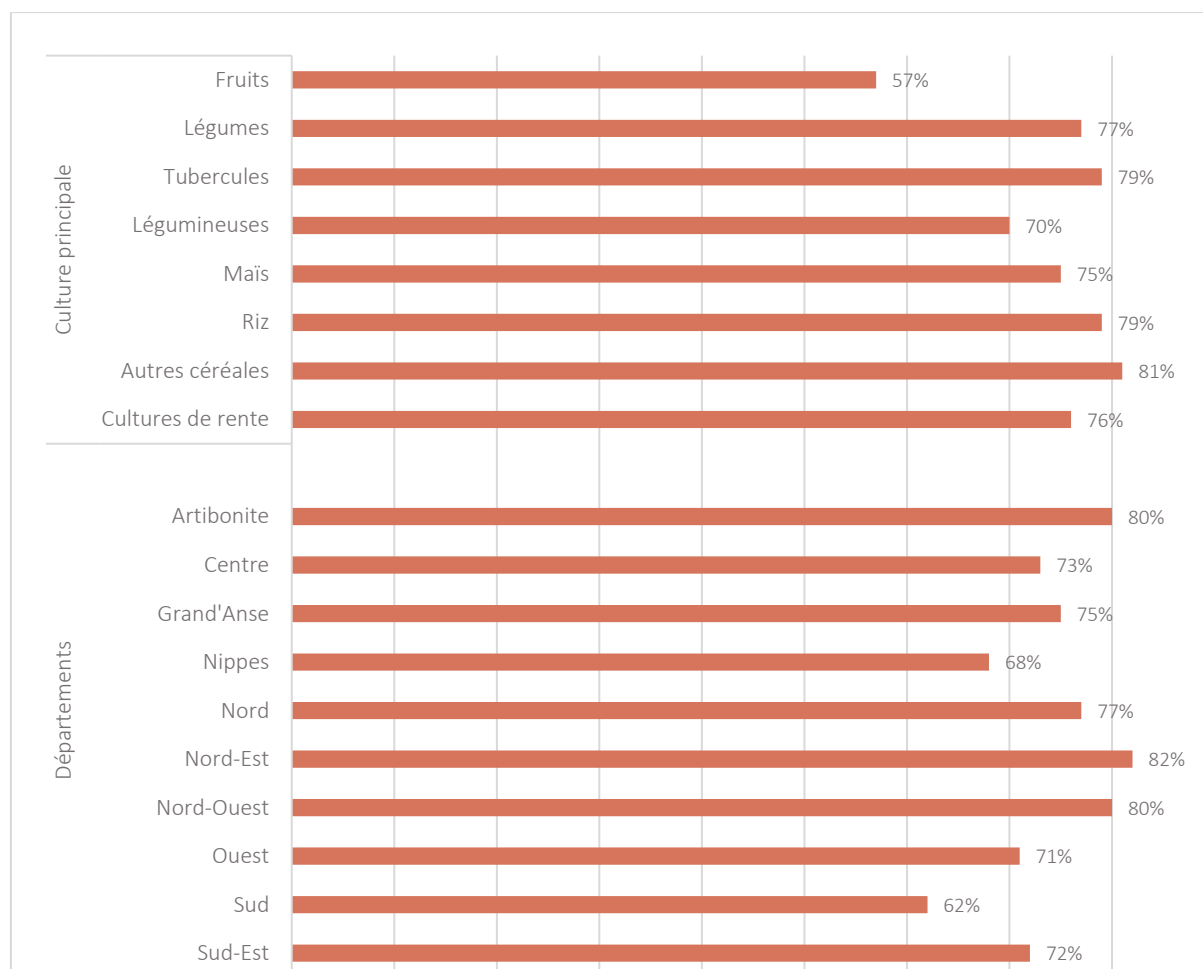
En revanche, les récoltes attendues étaient inférieures à celles de l'année passée pour une majorité de producteurs, en particulier concernant les céréales – autres que le riz – et le maïs (figure 11), alors que ces cultures sont celles qui présentent le moins de difficultés (figure 12). Par ailleurs, les producteurs de légumes et de tubercules sont ceux qui ont rencontré le plus de difficultés.

Figure 11. Récoltes attendues rapportées par les cultivateurs interrogés
(par rapport à la même période de l'année précédente)



Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation FAO/PAM, juillet/août 2021

Figure 12. Pourcentage de ménages cultivateurs ayant rapporté des difficultés de production
(par rapport à la même période de l'année précédente)

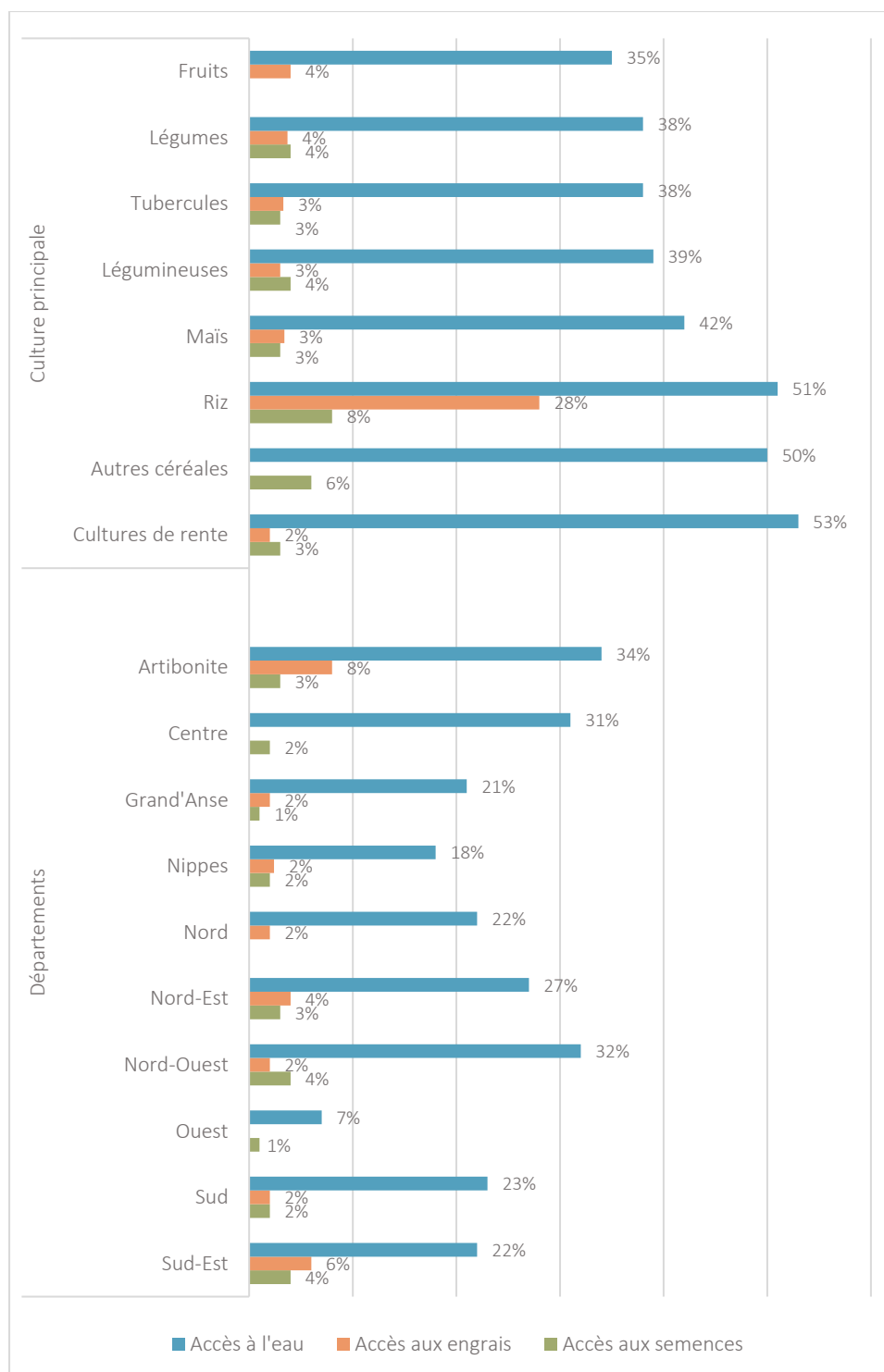


Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation FAO/PAM, juillet/août 2021

Le manque d'eau constitue la difficulté la plus fréquemment citée (20 pour cent des ménages) (figure 13), notamment dans les départements de l'Artibonite (34 pour cent), du Nord-Ouest (32 pour cent), du Centre (31 pour cent) et du Nord-Est (27 pour cent). Dans ces départements, les ménages interrogés déclarent plus fréquemment une diminution de leur récolte.

Le maïs et les légumineuses (principalement haricot et arachide) semblent avoir été davantage concernés par le déficit hydrique que les fruits et légumes. Le riz (cultivé par 9 pour cent des agriculteurs, soit une proportion relativement importante) a été touché par la sécheresse et les difficultés d'accès aux engrais (indisponibles sur les marchés ou dont le prix avait augmenté).

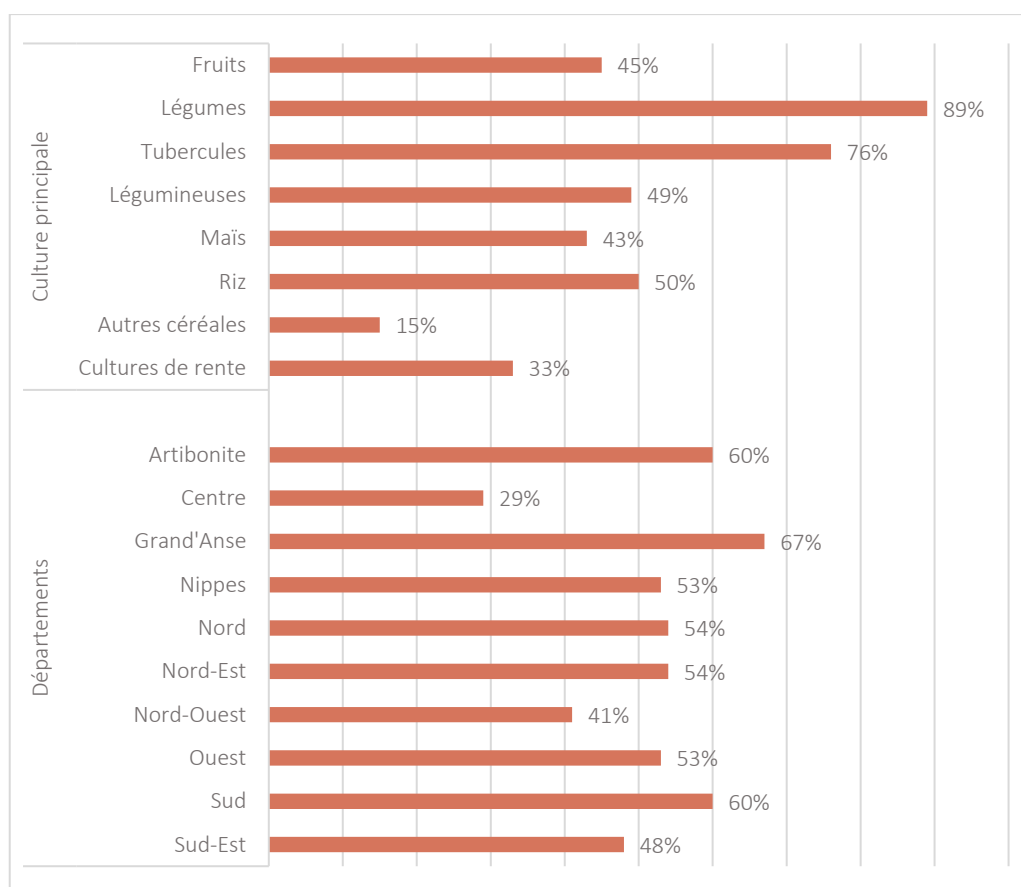
Figure 13. Principales difficultés de production rapportées par les ménages cultivateurs
(par rapport à la même période de l'année précédente)



Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation FAO/PAM, juillet/août 2021

Les producteurs rapportent avoir rencontré d'importantes difficultés lors de la commercialisation des légumes et des tubercules (figure 14).

Figure 14. Pourcentage de ménages de cultivateurs ayant rapporté des difficultés de commercialisation (par rapport à la même période de l'année précédente)

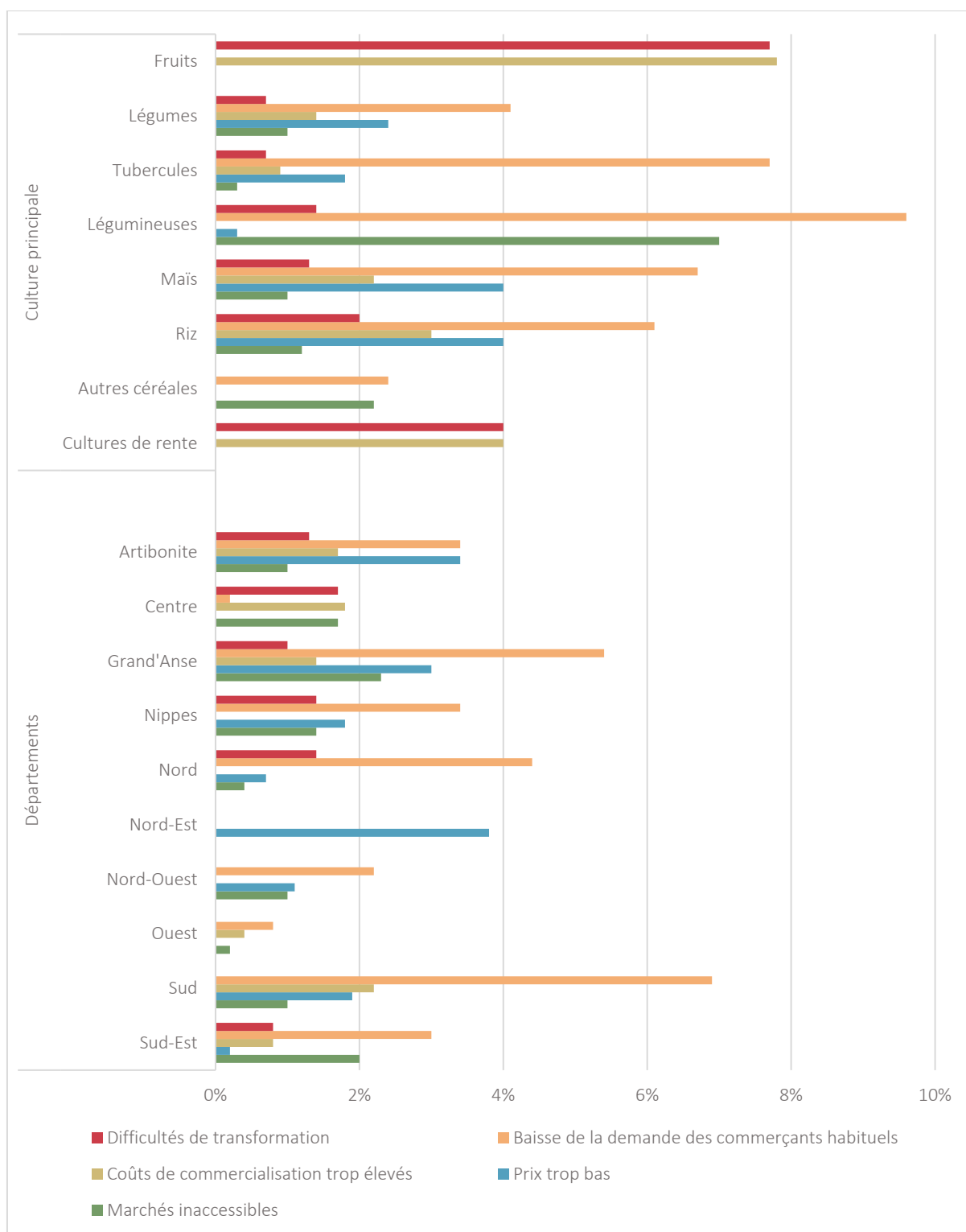


Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation FAO/PAM, juillet/août 2021

Les différentes difficultés rencontrées sont citées avec une fréquence dépassant rarement 10 pour cent des producteurs. Cependant, les cultures de rente et la production fruitière ont été plus largement concernées par l'augmentation des coûts de commercialisation et les difficultés de transformation (figure 15); ceci pourrait être attribué à la hausse des prix du carburant qui – quoique la tendance récente soit à la baisse – n'ont pas rejoint le niveau de septembre 2020, avant la hausse de 52 pour cent.

La diminution de la demande des commerçants habituels a été davantage mentionnée par les cultivateurs de légumineuses, de tubercules et de maïs, ainsi que dans les départements du Sud, de Grand'Anse et du Nord. Ces trois départements sont parmi ceux (avec le Centre et le Sud-Est) dans lesquels davantage de ménages ont rapporté une baisse de leurs revenus (figure 4).

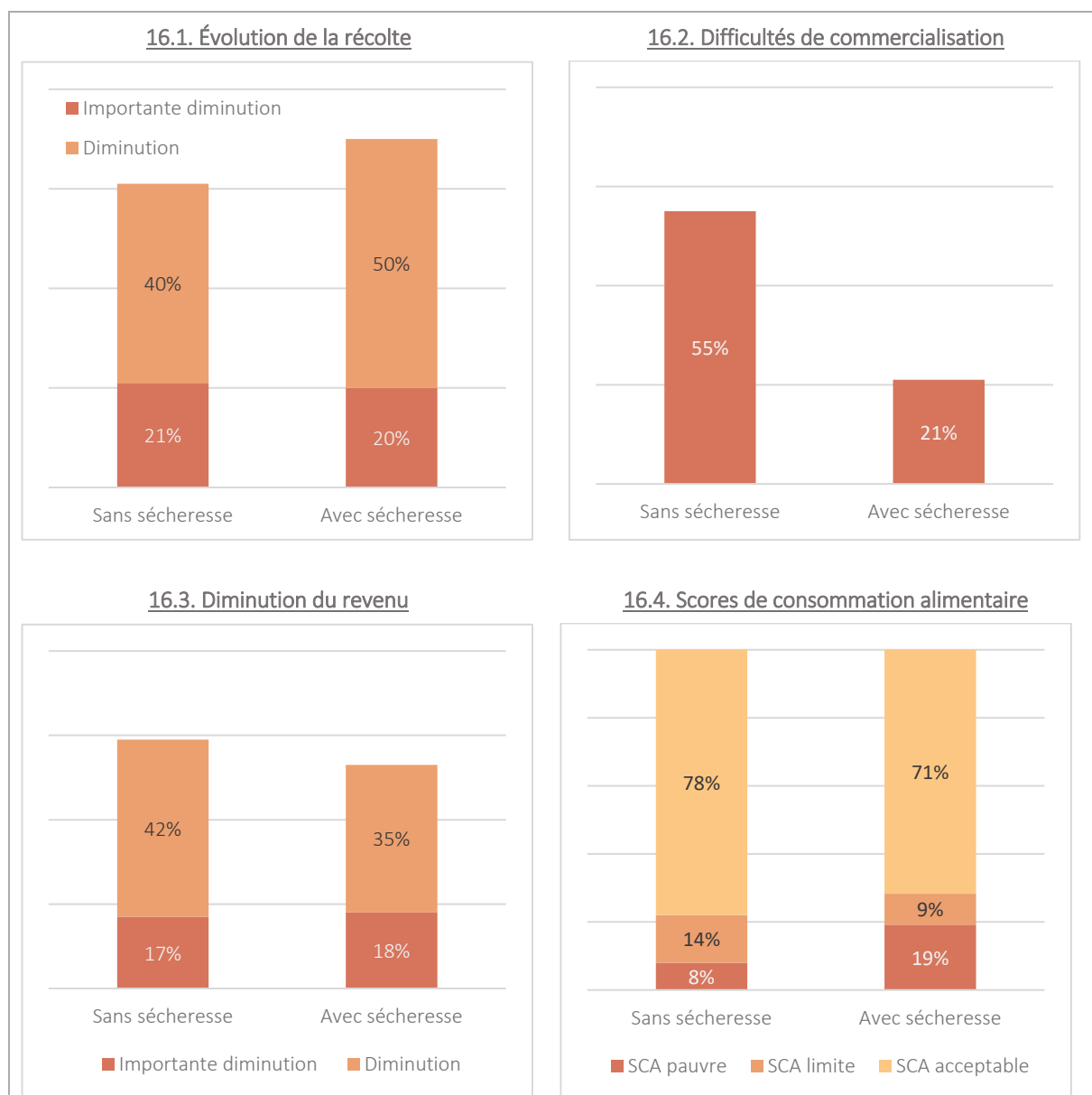
Figure 15. Principales difficultés de commercialisation rapportées par les ménages de cultivateurs



Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation FAO/PAM, juillet/août 2021

Selon les graphiques présentés ci-après, la sécheresse semble être associée à une diminution de la production agricole (figure 16.1) et à une consommation alimentaire pauvre (figure 16.4). Cependant, les ménages touchés par la sécheresse n'ont pas rencontré davantage de difficultés de commercialisation (figure 16.2), ni une diminution plus importante de leurs revenus (figure 16.3). Ces résultats suggèrent que des causes structurelles et chroniques sont à l'origine de l'insécurité alimentaire.

Figure 16. Conséquences de la sécheresse sur les ménages interrogés

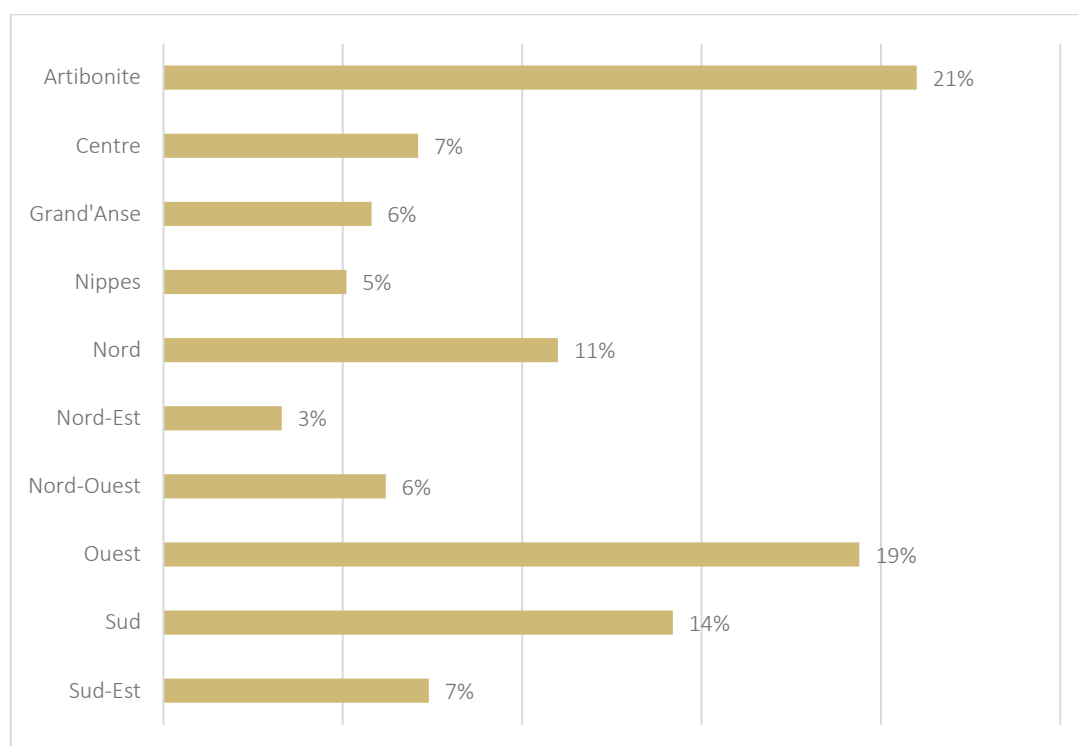


Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation FAO/PAM, juillet/août 2021

Production animale et commercialisation

Dans le cadre de l'enquête, les éleveurs interrogés sont majoritairement issus de quatre départements: l'Artibonite (21 pour cent), l'Ouest (19 pour cent), le Sud (14 pour cent) et le Nord (11 pour cent).

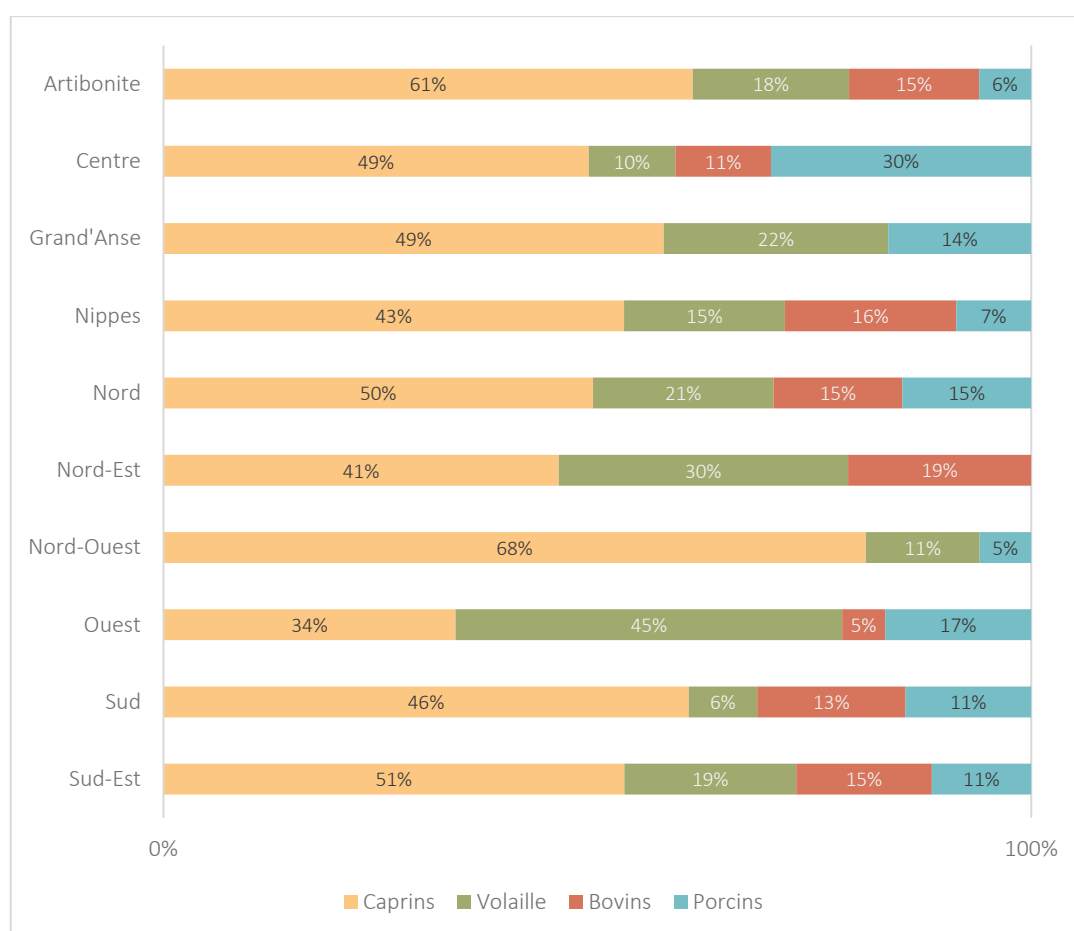
Figure 17. Part des départements dans la population totale d'éleveurs



Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation FAO/PAM, juillet/août 2021

Les caprins constituent la principale espèce élevée par les ménages interrogés (68 pour cent des éleveurs dans le département du Nord-Ouest), suivis de la volaille (45 pour cent dans l'Ouest). L'élevage porcin est prédominant dans le Centre (30 pour cent). Les bovins arrivent en quatrième position des espèces élevées au niveau national, avec une dominance dans le Nord-Est (19 pour cent des éleveurs) (figure 18). Les éleveurs de caprins rapportent principalement des difficultés d'accès à l'aliment pour bétail, alors que les volailles semblent avoir davantage été touchées par les maladies.

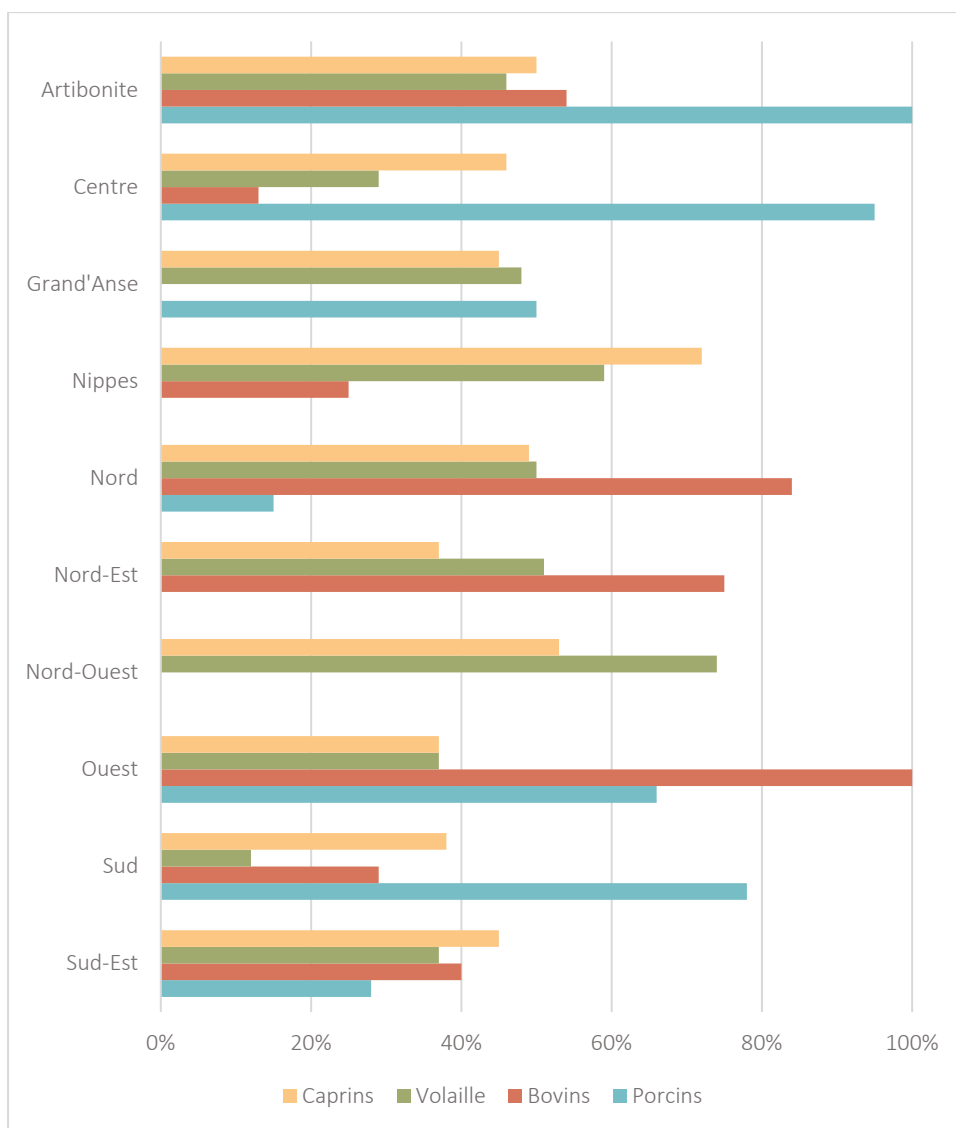
Figure 18. Répartition des éleveurs par principales espèces



Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation FAO/PAM, juillet/août 2021

L'élevage porcin et bovin constituent les catégories pour lesquelles le plus de difficultés de production ont été rapportées. Cependant, en raison de l'importance du nombre d'éleveurs de caprins et de volaille, les problèmes rencontrés par ces derniers pourraient avoir un impact plus grand sur le secteur agricole dans son ensemble, et de l'élevage en particulier (figure 19).

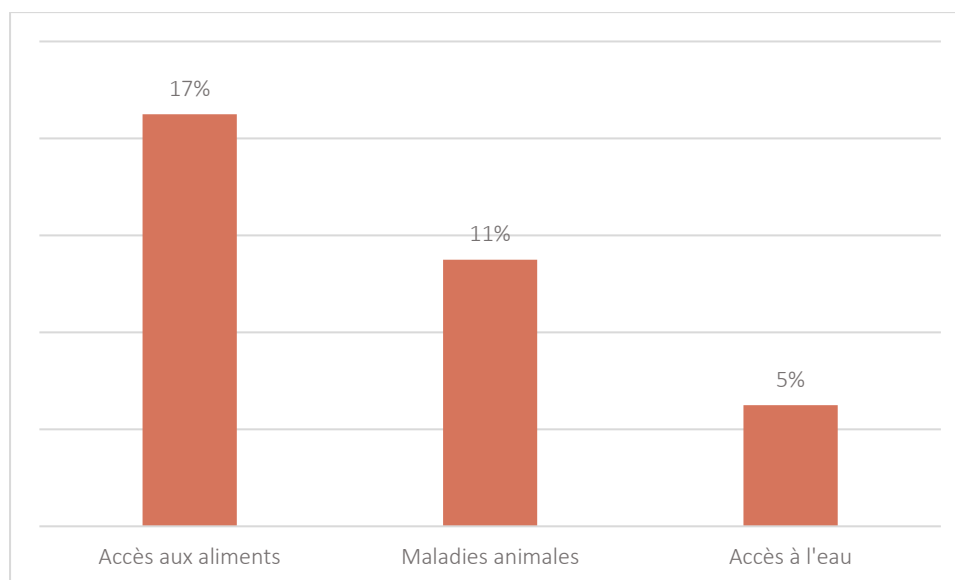
Figure 19. Pourcentage d'éleveurs rapportant des difficultés de production



Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation FAO/PAM, juillet/août 2021

Soixante-huit pour cent des éleveurs de caprins et de volaille ont vu la taille de leur cheptel diminuer. Les difficultés d'accès aux aliments et les maladies sont les entraves les plus fréquemment citées (figure 20).

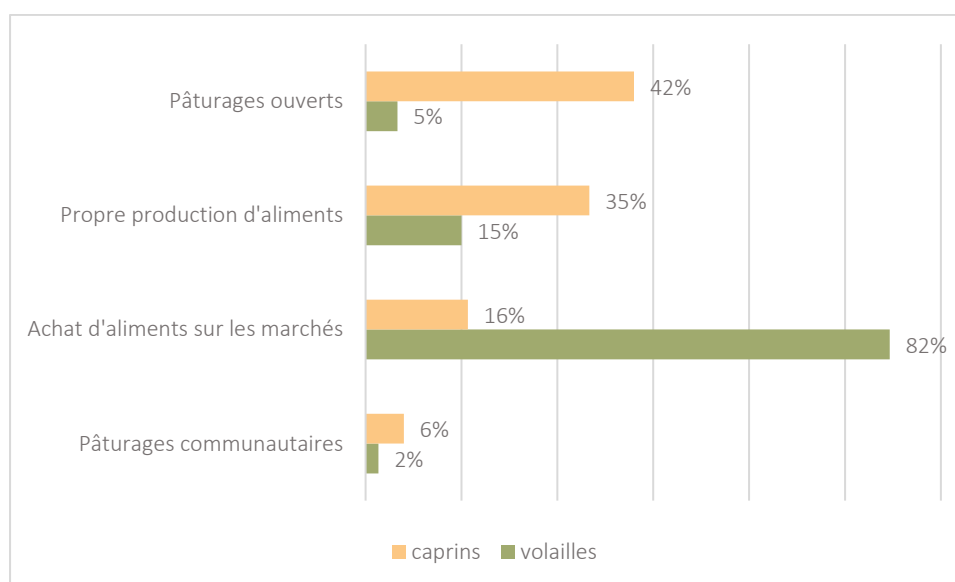
Figure 20. Principales difficultés de production rapportées par les éleveurs interrogés



Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation FAO/PAM, juillet/août 2021

L'accès à l'aliment semble être un problème prédominant tant pour l'élevage de caprins que pour celui de volailles. Si, pour les volailles, l'achat d'aliments sur les marchés a été maintenu (figure 21), les éleveurs de caprins, qui ont recours aux pâturages, pourraient cette année souffrir des effets de la sécheresse et devoir se tourner vers l'achat d'aliments.

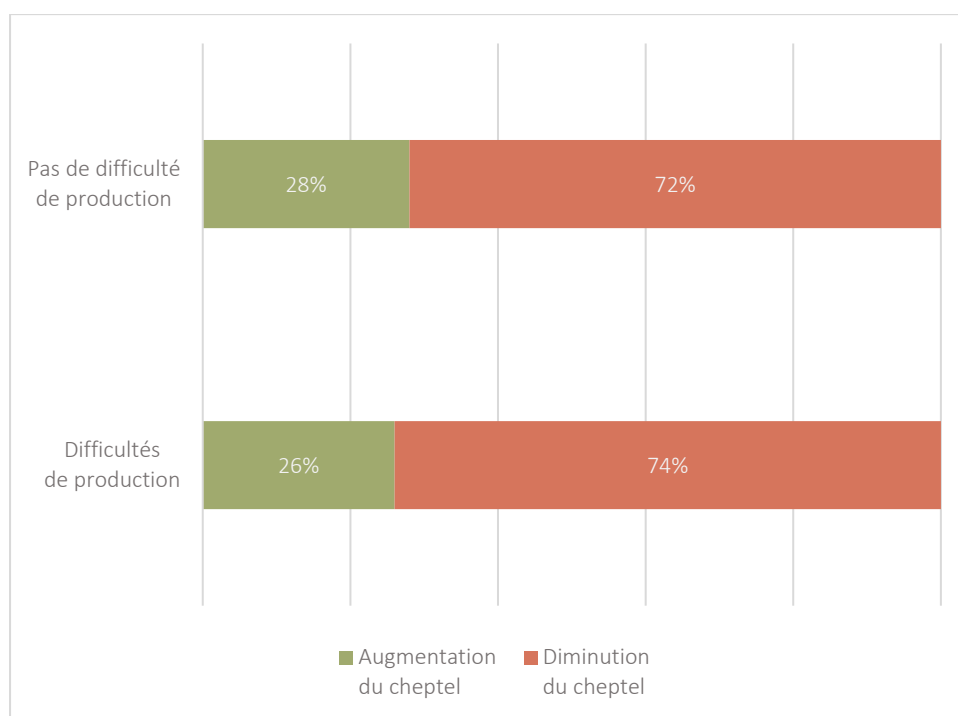
Figure 21. Principales sources d'alimentation du bétail rapportées par les éleveurs interrogés



Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation FAO/PAM, juillet/août 2021

L'analyse des difficultés rencontrées en fonction de l'évolution de la taille du cheptel rapportée montre peu de différence dans les réponses des éleveurs (figure 22). Ceci ne permet pas de conclure que les difficultés de production influencent la taille du cheptel, quand bien même le pourcentage d'éleveurs dénonçant une diminution de leur cheptel est supérieur de deux points lorsqu'ils ont rencontré des difficultés de production.

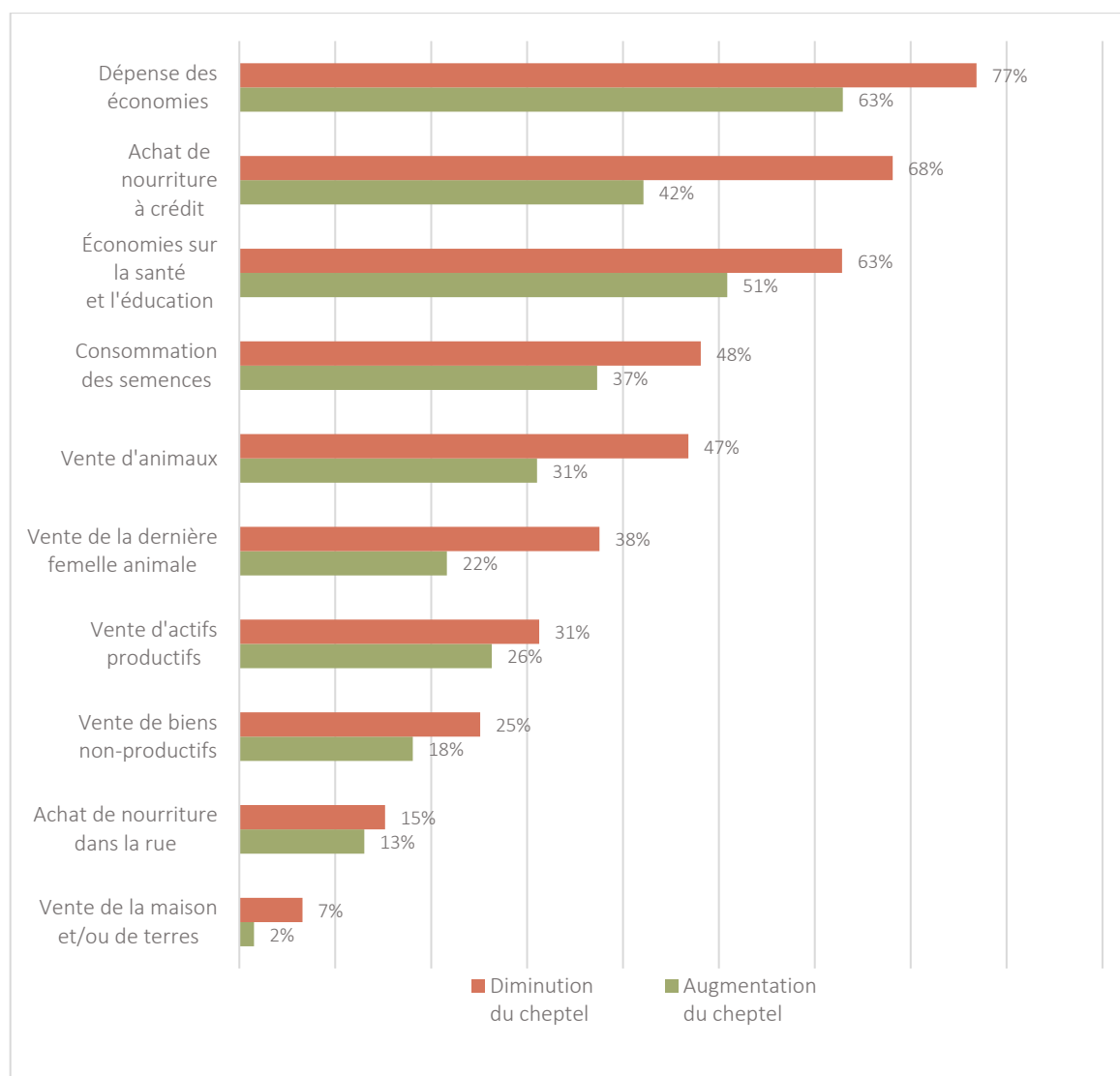
Figure 22. Proportion de ménages d'éleveurs rapportant ou non des difficultés de production selon l'évolution de la taille de leur cheptel (augmentation ou diminution)



Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation FAO/PAM, juillet/août 2021

En outre, on constate que les éleveurs ayant observé une diminution de la taille de leur cheptel ont davantage recours aux stratégies de compensation (figure 23).

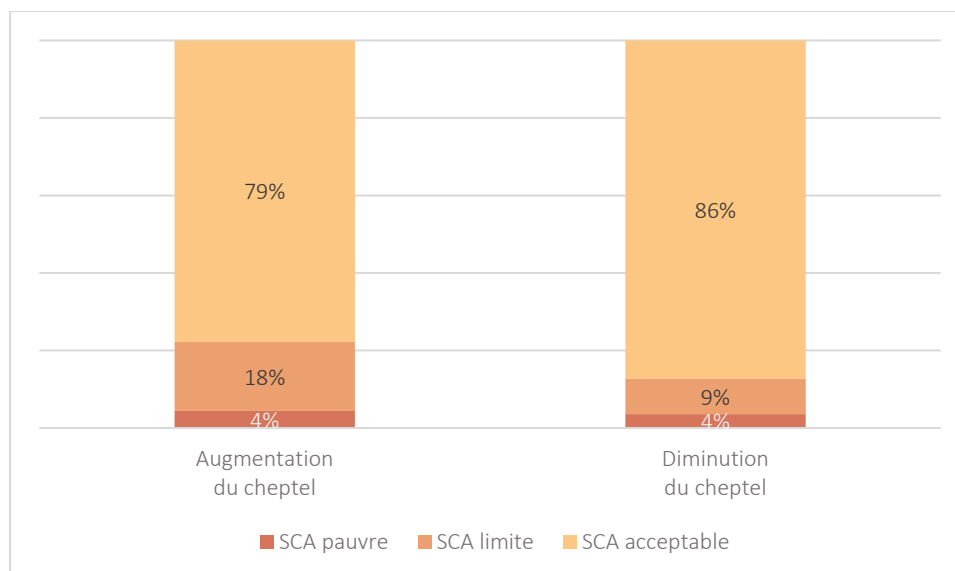
Figure 23. Stratégies d'adaptation des moyens d'existence adoptées par les éleveurs interrogés selon l'évolution de la taille de leur cheptel (augmentation ou diminution)



Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation FAO/PAM, juillet/août 2021

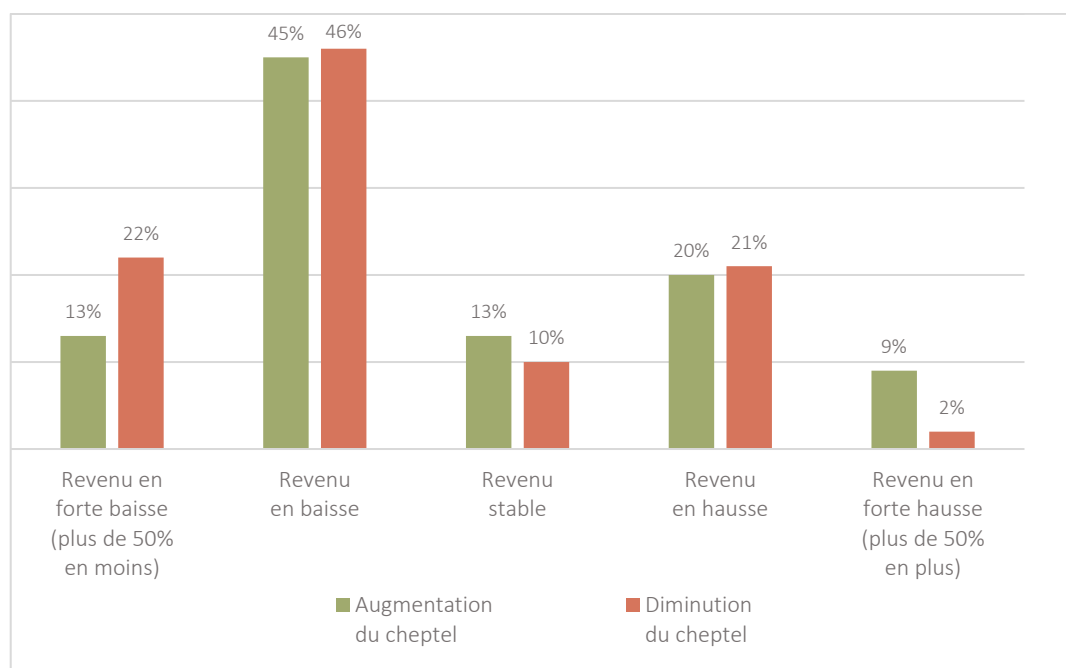
Cependant, les éleveurs ayant rapporté une diminution de la taille de leur cheptel ne sont pas systématiquement ceux présentant un score de consommation pauvre (figure 24). La relation entre ces deux variables n'est pas manifeste; il en est de même pour le lien entre diminution du cheptel et variation du revenu (figure 25) et adoption de stratégies d'adaptation (figure 26).

Figure 24. Score de consommation alimentaire (SCA) des éleveurs interrogés en fonction de l'évolution de la taille de leur cheptel (augmentation ou diminution)



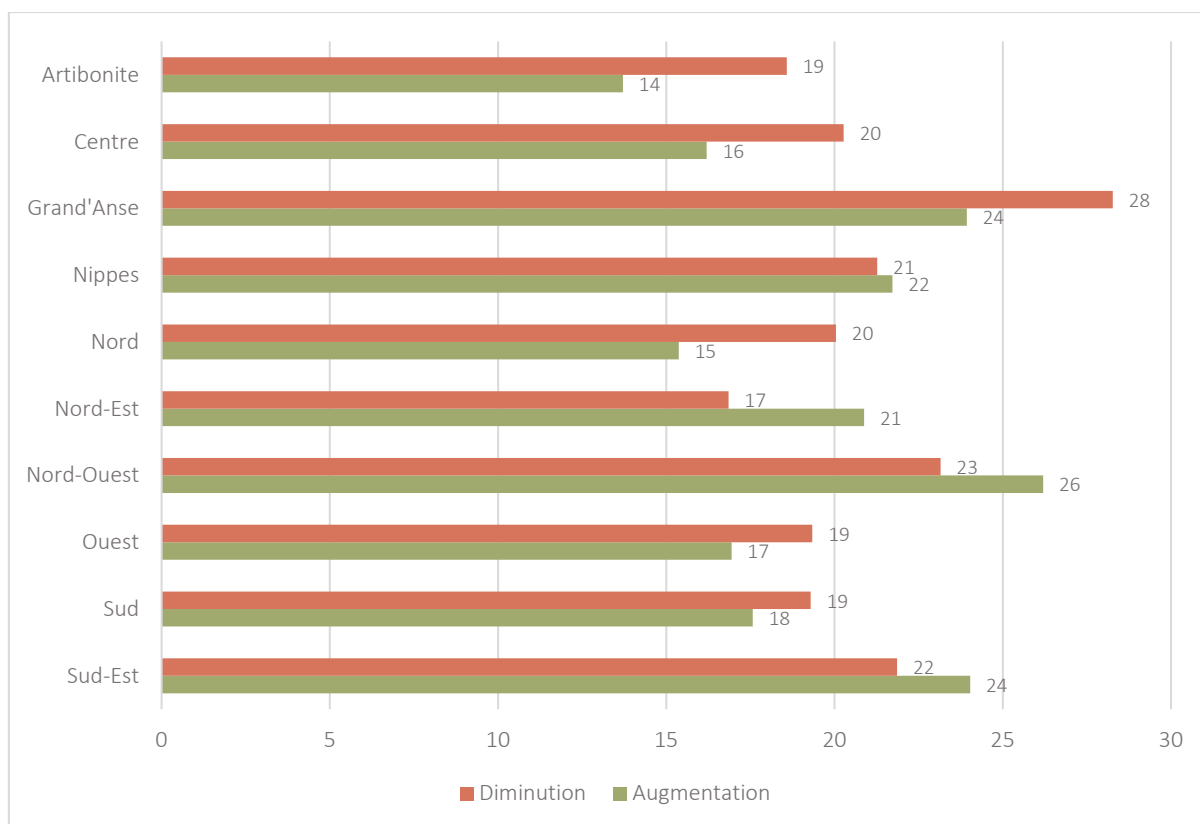
Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation FAO/PAM, juillet/août 2021

Figure 25. Évolution du revenu des éleveurs interrogés en fonction de la variation de la taille de leur cheptel (augmentation ou diminution)



Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation FAO/PAM, juillet/août 2021

Figure 26. Indice réduit des stratégies d'adaptation des éleveurs interrogés en fonction de l'évolution de la taille de leur cheptel (diminution ou augmentation)



Source: FAO 2021; résultats de l'évaluation FAO/PAM, juillet/août 2021

Conclusion

Les chocs économiques et les problèmes d'accès aux intrants agricoles et à l'alimentation animale semblent avoir eu un impact important sur les moyens d'existence des ménages interrogés. Il s'agit aussi bien de la diminution de revenu que de l'augmentation du prix de certains produits essentiels, alimentaires ou non alimentaires. Dans un contexte économique fragile, la production agricole est en outre concernée par des difficultés liées à la sécheresse, notamment dans les départements de l'Artibonite, du Centre et du Nord-Ouest.

Recommandations

Une approche axée sur le renforcement des moyens d'existence, notamment sur des activités permettant de générer des revenus, est recommandée. Par ailleurs, un meilleur accès aux intrants afin de soutenir la production animale et végétale doit être privilégié.

Bibliographie

FAO. 2021. SMIAR – Système mondial d’information et d’alerte rapide: Rapports de synthèse par pays – Haïti.
www.fao.org/giews/countrybrief/country.jsp?code=HTI&lang=fr (page consultée en octobre 2021).



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN

L'élaboration de ce rapport a été rendue possible grâce au soutien du peuple américain à travers l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le contenu du rapport relève de la seule responsabilité de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et ne reflète pas nécessairement la position de l'USAID ou du Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

Contacts

Représentation de la FAO en Haïti
FAO-HT@fao.org | www.fao.org/haiti
Port-au-Prince, Haïti

Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes
FAO-RLC@fao.org | www.fao.org/americas
Santiago, Chili

Division de la statistique – Développement économique et social
Food-Security-Statistics@fao.org | Voices-Of-The-Hungry@fao.org
www.fao.org/food-agriculture-statistics/statistical-domains/food-security-and-nutrition/fr/
www.fao.org/in-action/voices-of-the-hungry/fr/
Rome, Italie

Bureau des urgences et de la résilience
OER-Director@fao.org | www.fao.org/emergencies
Rome, Italie

**Organisation des Nations unies
pour l'alimentation et l'agriculture**